

PRÉFECTURE DU VAR

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES MARITIMES

**ARRETE COMPLEMENTAIRE EN DATE DU 19 OCT. 2009
CONCERNANT LES INSTALLATIONS DE LA DISTILLERIE LA VAROISE
A LA CRAU**

Le Préfet du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 1984 modifié notamment par l'arrêté préfectoral du 16 juin 2006, autorisant l'exploitation de la distillerie La Varoise située 40 chemin des Goys Fourniers à La Crau,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 10 juin 2009,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 8 juillet 2009,

Vu la visite d'inspection du 28 avril 2009 par les inspecteurs des installations classées,

Considérant la nécessité de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté d'autorisation du 12 avril 1984, réglementant l'exploitation des installations de la société Distillerie La Varoise, à La Crau, en application des dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement,

Considérant que les prescriptions contenues dans le présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société Distillerie la Varoise est tenue d'établir sous un délai de 2 mois les documents suivants :

- Le plan à l'échelle de 1/2500 et le plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 cités à l'article R512-6, 2° et 3° alinéa du code de l'environnement. Ces plans comporteront la totalité des indications précisées à l'article R512-6 précité.
- Le tableau mis à jour des activités classées au titre de la nomenclature des installations classées comportant les activités soumises à autorisation et à déclaration.
- Un plan interne d'incendie et de secours pour l'ensemble de l'établissement.
- Un document dans lequel sont programmées les dispositions prévues dans les conclusions du diagnostic des émissions d'odeurs du mois d'avril 2008 établi par la société GED Environnement S.A, à savoir :
 - Agir sur les émissions de la cheminée de production.
 - Limiter au maximum des opérations de transfert de marcs et de retournement de compost.
 - Quantifier et qualifier les odeurs dans l'environnement afin de compléter les résultats de l'analyse actuelle et permettant de déterminer l'influence des opérations ponctuelles telles que le retournement des marcs et du compost.

Le document précité proposera un calendrier détaillé des différentes opérations qui seront mises en œuvre.

ARTICLE 2

La société Distillerie la Varoise est tenue d'effectuer dans un délai de six mois les travaux et dispositions suivants :

- Mettre en œuvre les mesures de réduction des potentiels de dangers et recommandations édictées au point 9.6 dans les conclusions de l'étude des dangers du 31 mai 2007. En particulier les mises en conformité réglementaires, les modifications d'équipements ou de dispositions constructives et des mesures organisationnelles.
- Répondre à la demande du directeur départemental des services d'incendie et de secours adressée par lettre du 27 mai 2008 transmise à l'exploitant le jour de la visite d'inspection.
- Remettre en état les voies de circulation de l'ensemble de l'établissement.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est applicable à compter de la notification à l'exploitant.

Une copie dudit arrêté sera déposée à la mairie de LA CRAU et pourra y être consultée.

D'autre part, un extrait de l'arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans la mairie pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de LA CRAU.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

ARTICLE 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Maire de LA CRAU,

L'Inspecteur des Installations Classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à la Directrice Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture, au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Toulon, le 19 OCT. 2009

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Jérôme GUTTON